

# Cadrage du développement régional

Yvan Desbiens & Jandir Ferrera de Lima

*Resumo:* Este artigo procura lançar elementos para um novo enquadramento do desenvolvimento regional. Neste sentido, o desenvolvimento humano é o centro das transformações regionais. Os estudos sociais, ao respeitar os procedimentos de validade científica, cobrem amplos campos, como o conjunto de necessidades de uma comunidade, tentando orientar-se a respeito das necessidades essenciais, definindo uma rede global de necessidades. Esta investigação hierárquica do repertório das necessidades sociais de uma região específica poderá ser muito útil para elaborar um protótipo guardachuva social para um bairro urbano, para uma cidade.

*Résumé:* Cet article cherche à jeter les éléments pour un nouveau cadrage du développement régional. Dans ce sens, le développement humain est le centre des transformations régionales. Les études sociales, tout en respectant les procédures de validité scientifique, couvrent des champs larges, comme l'ensemble des besoins d'une communauté en tentant de s'orienter sur les nécessités essentielles tout en définissant un réseau global des besoins. Cette investigation hiérarchique du répertoire des besoins sociaux d'une région spécifique pourrait être fort utile pour élaborer un prototype de parapluie social pour un quartier urbain, pour un village.

## Introduction

Une philosophie participative semble devoir émerger et soutenir la mise en marche de projets multidimensionnels et pluridisciplinaires de développement régional. L'interdépendance des économies, la globalisation des activités et des marchés proposent des simplifications qui avantagent exponentiellement les grands pôles à l'inverse des complexités humaines des petits noyaux sociaux (*surtout s'ils sont démunis*) (DUMONT, LANGLOIS et MARTIN, 1999: 81-142). Ce mouvement de concentration accélérée apparaît nuisible à la maximisation de l'occupation idéale de l'espace. Les obser-

vations générales des études sur le sujet soulignent de manière plus ou moins fortes une perception significative décrivant l'inefficacité des interventions ponctuelles et la dispersion des ressources disponibles ou du gaspillage. L'aide et les interventions ne réussissent pas à percer le clivage des structures culturelles, sociales et politiques.

Il faut dire que la question de la concentration de la croissance économique est une thématique bien exploitée en science économique et régionale. Les analyses classiques de François Perroux (1967, 1982: 25-50), en sont des exemples. Selon lui, les pôles de développement sont la diffusion automatique de ces activités vers la périphérie. Cependant, selon Myrdal (1978), dans ces études sur le développement, cette idée de la diffusion automatique n'est pas acceptée. La tendance à la concentration produit toujours la concentration. Il faut souligner que Perroux (1967) présente un concept assez intéressant sur la question du développement. Selon lui, le développement est plus que l'amélioration des conditions de vie, mais un changement de la mentalité des gens.

C'est pourquoi des approches où la notion de développement durable n'arrive pas à s'installer sont coincées entre les impératifs du profit et ceux du bien-être des communautés démunies. Alors, comment organiser les conditions nécessaires pour produire une interface plus appropriée entre les modes de vie et les impératifs du développement économique dans un respect de la différenciation et de la distribution?

Bref, cet article cherche à dégager quelques éléments pour la perception d'un nouveau cadrage du développement régional périphérique. Dans ce sens, le capital humain deviendrait la ressource primordiale des transformations régionales.

## Le développement régional comme transformation sociale

Le processus de développement est créateur de libertés individuelles, l'accession au développement est associée aux critères des choix individuels. L'augmentation de la richesse

physique de la société, des services sociaux et des droits civils est un canal de rayonnement démocratique. Pour une région, l'atteinte du développement signifie surmonter les principaux obstacles à la liberté, comme la pauvreté, l'intervention excessive de l'État, la pénurie de services, d'infrastructure publique, le manque d'opportunités économiques. La promotion économique s'interrelie avec les libertés sociales et politiques et la dysfonction de l'une interfère sur les autres (SEN: 1999).

D'autre part, dans le processus de développement, les différentes institutions (les marchés et autres organisations), le système d'éducation, le gouvernement et les experts locaux ont des rôles de régulateurs. Principalement dû au fait que l'interaction sociale et économique conduisent vers les instruments démocratiques, comme les libertés politiques (la garanti de transparence), les opportunités sociales (les services d'éducation et de santé, la sécurité sociale), les opportunités économiques (l'accès à la participation au commerce et à la production).

Un des aspects principaux pour comprendre le développement est la saisie de la relation revenus-réalisations, marchandises-capacités, richesses-potentiel. On comprend alors que la conception du développement est plus complexe que la simple accumulation du capital. Selon Sen (1999: 27-50) le développement implique une amélioration de la qualité de vie et des libertés disponibles. Évidemment dans cet ordre des faits, le développement est plus une expansion de la qualité de vie que la simple croissance ou la simple augmentation de la richesse matérielle d'une région et des régions contiguës.

L'amélioration de la qualité de vie produirait un effet d'échelle sur la capacité des gens à survivre et à s'organiser. Cette aptitude de responsabilisation sociale en retour génère un nouveau style de vie publique plus influencé par une dynamique participative et politique des groupes et des personnes. Cette participation est conditionnée par la capacité des individus à pointer des agents économiques, sociaux et politiques. Entre autre, il est nécessaire d'analyser les opportunités et les influences qui conditionnent les gens accédant à la qualité de vie.

La notion de liberté se présente comme un élément clé dont le développement dépend de conditions particulières. Amartya Sen (1999: 51) fait la classification de cinq conditions:

- 1) Les libertés politiques: la démocratie et les droits

civils.

- 2) Les facilités économiques: les opportunités pour faire des échanges en relation directe avec le revenu disponible, les conditions d'échange et les possibilités de financement.
- 3) Les opportunités sociales: les progrès de l'éducation, de la santé et dans les responsabilités civiles.
- 4) Les garanties de transparence: les garanties de confiance dans les relations sociales et économiques comme le contrôle de la corruption financière et de l'exploitation abusive des institutions communautaires.
- 5) La sécurité sociale protégeant les groupes plus fragiles aux changements conjoncturels.

Ces cinq facteurs conditionnels stimulent la croissance économique, ils activent les transactions économiques. La croissance engendre l'augmentation des revenus et l'augmentation de la capacité de l'État dans l'établissement d'une couverture sociale et l'offre d'une série d'opportunités sociales. Les exemples de pays comme la Corée du Sud, Taiwan et la Chine, où des investissements en opportunités sociales tels l'éducation élémentaire, la santé et les réformes agraires ont été très importants au début de leur processus de développement le confirment. En contrepartie, des pays, comme le Brésil, l'Inde et le Pakistan, où la création des opportunités sociales ne s'est pas produite, le développement économique se fait attendre en considérant le sous-développement.

Ainsi, on observe que des politiques pour la diffusion du développement devraient s'orienter majoritairement vers la création d'opportunités sociales plutôt que vers la stricte augmentation de revenus. Le développement serait un processus d'élimination des obstacles aux libertés, d'actualisation des libertés individuelles que les gens tendent légitimement à défendre.

L'augmentation du revenu résulte des facilités économiques en général, mais [est] toujours soumise à certaines opportunités sociales. Selon Amartya Sen (1999: 66):

(...) l'éducation et les services de santé sont des facteurs de croissance économique et corroborent l'argument favorable à donner plus d'importance aux conditions sociales dans les économies pauvres,

sans présupposer la richesse (...)

Enfin, pour produire ces opportunités sociales, les investissements publics ont évidemment un rôle très important. Dans les régions en développement, ce rôle de la politique publique pourrait servir à la création d'opportunités sociales significatives. Néanmoins, il y a toujours ce besoin d'équilibrage susceptible d'être comblé par la politique publique quant à la redistribution des revenus, à la garantie de l'équité et du développement humain.

## Développement régional: besoin d'un cadrage

La plupart des études notent l'attraction des pôles de développement majeurs et ceci se révèle un fait démontré par les migrations rurales-urbaines accentuées au siècle dernier. On s'accorde pour noter cette attraction des pôles urbains et industriels comme une force puissante du progrès technique, mais on pourrait aussi bien noter que généralement elle est non structurée et souvent sauvage. Ce déplacement de population motivée par des perspectives de vie meilleure nourrit à la fois deux effets d'échelle opposés, l'un d'enrichissement et l'autre d'appauvrissement exponentiel. La systématisation publique de cette théorie des pôles à des fins de rationalisation territoriale recèle des effets pervers sur l'occupation et la mise en valeur du territoire. Des ressources qui semblaient marginales et sacrifiées à la planification apparaissent tout à coup stratégiques et hautement lucratifs. Au Québec des régions (Gaspésie, Abitibi, Saguenay Lac St Jean) ont maintenant peine à survivre (appauvrissement et dépeuplement) suite à une centralisation abusive. La recherche du revenu sans tenir compte des disparités menant aux biens et services des pôles urbains, crée un drainage qui mine les forces productives des petites communautés. Ces mêmes grands pôles la plupart du temps ne bénéficient pas de structures d'accueil suffisantes ou non compatibles avec les nouveaux arrivants. Ces villes n'arrivent pas à suivre le rythme et les ressources servent surtout au plus pressant avec des politiques d'urgence non contrôlées.

Le dépeuplement des campagnes au profit des villes ne sert en soi que la concentration du capital. Malheureusement ce

drainage social de la périphérie rurale vers la grande agglomération urbaine occasionne des effets pervers sur l'origine et le point d'arrivée. Selou Fijalkow (2002), le dépeuplement de la campagne ouvre l'accès aux grands propriétaires pratiquant l'élevage extensif, la monoculture spécialisée, des pratiques la plupart du temps dommageables à l'environnement. Les centres urbains, pour leur part, vivent la plupart du temps des crises de logement, des problèmes sociaux latents qui s'expriment par des comportements de violence et de mendicité. Parallèlement, les classes aisées se cantonnent dans des zones protégées, limitant leur propre liberté et leur qualité de vie. Ce qui donne à la ville (Amérique latine) cette apparence de gâteaux fissurés entre les quartiers opulents et miséreux. Il faut accepter que, dans ce développement débridé de la société de consommation on doive apporter des nuances sur les choix volontaires des personnes de vouloir accéder à la richesse collective au prix de grands sacrifices relativement à leur qualité de vie. Pour une majorité, le niveau de vie s'est accru, mais au prix de prouesses et de compromis personnels importants en frais de *stress* psychologique et écologique. Le Brésil est un exemple de cette situation. Il faut souligner les caractéristiques dans le mode de colonisation et de ses retombés dans la forme d'exploitation de l'espace. L'auteur Furtado (1972: 5-36) démontre ceci clairement dans son analyse. Selon lui, la colonisation et le peuplement de l'Amérique du Nord et du Sud, ont produit historiquement la concentration de la terre. Plus loin, d'autres éléments de concentration de revenus ont augmenté les problèmes de l'exclusion sociale.

Ce drainage de la périphérie des villes déjà analysé, défini et qualifié par beaucoup d'auteurs, mérite d'être revu comme devant et être supporté par des variables sociales indépendantes ou des opportunités sociales qui structurent le développement durable. Des stratégies de développement pourraient discriminer les micro-régions comme moteurs économiques dans la répartition du développement.

En tant que telles ces variables sociales apparaissent assujetties à la recherche d'un mode de vie satisfaisant selon évidemment des critères spécifiques d'un milieu culturel identifiant un individu ou sa communauté. La combinaison de ces variables produirait des comportements incidents dont les mouvements migratoires sont la fonction. Il est surprenant que

cette fonction d'appel de main d'oeuvre et de clientèle semble perçue comme pleinement justifiée et naturelle, malgré le fait que les facteurs soient le fruit de l'organisation des marchés. Ce mouvement est-il souhaitable et inévitable? Peut-on en éviter les conséquences sociales et écologiques coûteuses?

Les agents économiques considèrent en général la concentration des organisations comme un atout de gestion, de planification, d'exploitation des unités de production et de consommation. Elle évite évidemment la dispersion et les coûts de distribution et d'approvisionnement. Les analyses de Gunnar Myrdal, prix Nobel d'Économie en 1974, sont de bonnes références qui traitent de ces questions. En effet Myrdal (1978: 75-138; 1959: 125-190) analyse la situation de la pauvreté des noirs américains. Ces études conduisent à des idées sur la tendance circulaire du développement économique, à savoir que la pauvreté mène à la pauvreté, la tendance est à l'accroissement de la pauvreté et non le sens inverse. La richesse mène à la richesse de façon cumulative ou multiplicative. Donc, il faut des interventions capables d'empêcher ce circuit circulaire et cumulatif du sous-développement. Dans ce cas, Myrdal critique fortement le mécanisme de marché et défend l'action interventionniste de l'État et de forts investissements sociaux. Il faut souligner que Myrdal a fait des recherches sur le terrain pour valider ses conclusions.

Ainsi, une soumission automatique aux règles libérales du marché porte en soi une simplification néfaste en sous estimant une approche plus complexe, plus attentive au bien-être de la population; population qui représente à la fois sa force de production et de consommation. Cette simplification à court terme d'entassement urbain crée un stress encore plus complexe et plus coûteux à long terme.

L'étude de mécanismes de régulation et de dérivation de l'activité économique vers des pôles moyens et mineurs est méritoire car porteuse d'un rapprochement des politiques vers les variables sociales. Il y a déjà eu ce mouvement inverse des *ménages* du centre ville vers les banlieues. Ce mouvement inverse d'une catégorie de la population vers la périphérie de la ville exprime les motifs de ces ménages recherchant un milieu de vie plus compatible aux besoins des personnes. Ce phénomène social indique qu'à l'expérience du centre-ville, l'individu prend

conscience qu'il est prêt à sacrifier une partie de ses revenus pour le quitter: Ce phénomène a créé d'ailleurs une adaptation des fournisseurs de biens et services, celle de la construction des centres commerciaux. Même certaines industries de pointe se sont adaptées à ce déplacement, reconnaissant la qualité de vie comme une ressource d'attrait et même de production. La fragmentation et la dispersion des communautés entraînent en elles-mêmes une fragmentation et une dispersion des centres de distribution, de production en biens et services. Il y a donc un point de convergence éventuel entre les motifs communautaires et ceux de l'activité économique.

Réciproquement il y a une fatalité ou un motif de nécessité dans le fait qu'un ménage accepte de s'installer et de vivre dans un endroit malgré la violence, la pollution, la maladie, la délinquance. Certains détiennent un éventail de choix plus important et d'autres simplement des illusions maintenues par l'ignorance et la pauvreté. Il y a donc des facteurs particuliers à la fois attractifs primaires (nécessité) et secondaires légitimes susceptibles de retenir ou de déplacer des communautés. Pour un développement régional significatif et pour le maintien de sa population, quel est le niveau de captage démographique suffisant enclenchant les processus de développement économique? Doit-on aborder la définition des conditions favorables ou un ensemble de priorités qui poussent suffisamment un groupe à se fixer dans un milieu? De la nécessité primaire à l'équilibre entre le milieu et l'individu les facteurs de localisation se hiérarchisent. Cette hiérarchie entre les nécessités physiologiques et celles dites psychosociales dessine un profil qui devrait être respecté par les gouvernements dans l'élaboration de modèles intégrés par les experts et applicables par les gestionnaires publiques et privés. L'équilibre entre le profit, les coûts sociaux, les coûts écologiques sollicite une approche macroscopique dynamique et non strictement à partir des méthodes quantitatives. Selon Hagget (1968), la méthodologie statistique basée sur la répartition des données selon la courbe normale offre une analyse peu intéressante car il serait rare de retrouver dans les distributions spatiales de la population cette forme de cloche typique à la courbe normale. Bref, beaucoup de monographies fondent leur argumentation sur des taux de signification acceptables comportant des marges

d'erreur se rapprochant sensiblement du taux de chômage acceptable représentant une moyenne qui camoufle de par sa nature la problématique du chômage régionale généralement beaucoup plus élevé.

L'activité serait porteuse d'une vision à long terme représentant des économies d'échelle lorsqu'on envisage qu'une communauté responsable porte en elle-même des facultés d'innovation et de soutien si elle est associée à son développement. Cette évaluation des effets et coûts des politiques sociales ou la mesure des coûts sociaux du développement est une problématique méritant des analyses valables à long terme. Cette idée de la qualification du coût social demande une mise à jour et un raffinement.

Le lien d'appartenance et l'identification à une région suscitent la fierté et la motivation à préserver un milieu de qualité. Les sciences sociales possèdent déjà toute une panoplie de modèles théoriques qui indubitablement permettent d'agencer et de mener à des actions communautaires heureuses. Il ne s'agit pas d'élaborer et de critiquer simplement les modèles sociaux, économiques, urbains ou autres. Il existe déjà des outils d'analyse socio-économiques qui nous donnent suffisamment pour créer des stratégies motrices d'ambiances compatibles aux communautés sans heurter les libertés civiles et les principes économiques reconnus. En reconnaissant les nécessités structurelles, politiques et économiques d'un État et la région comme un sous-ensemble de cet État: les promoteurs d'un État plus tournés vers un développement social harmonieux devraient s'appuyer sur les opinions des experts des différents domaines de connaissances du milieu. Comme agent de régulation, les gestionnaires publics pourraient appliquer un modèle consensuel sur des critères de régulation du développement économique dans sa répartition et sa fonction pour le plus grand bienfait de la collectivité.

La circulation, l'emmagasiner et le traitement accélérés des données permis par le progrès des nouvelles technologies fournissent l'occasion de créer des consensus d'intervention extraordinairement efficaces pour l'éducation, le travail, la santé en développement régional et urbain. L'accès à l'information à la fois par le gestionnaire et le citoyen est hypothétiquement la base

d'une diffusion d'outils de promotion sociale, globale, durable et puissante. L'éducation propulsée par les nouvelles technologies peut se répandre à moindre coût et influencer démocratiquement les comportements d'émancipation sociale congruente aux modes de vie particuliers et généraux. L'éducation est l'une des prémisses fondamentales à l'établissement des ponts entre la singularité et la globalité dans les choix de développement des communautés. Il semble, et on oublie de le souligner fortement, que dans les années 1960, le Québec a connu sa véritable révolution avec l'instauration d'un système éducatif plus diversifié, plus démocratique, plus adapté aux besoins d'une société en évolution. Dire que l'éducation est la principale ressource de développement et tenter de le démontrer aboutirait à conclure que l'essentiel de la potentialité de toute entreprise comme intrant et extrant / se retrouve dans le capital humain. La conclusion évidente domine les stratégies simples du profit rapide qui cachent des frais plus complexes qui à long terme font paraître ces profits dérisoires et dangereux. Selon Schultz (1971), il est possible de considérer les personnes comme des ressources dont la valeur est reliée en partie à l'éducation.

Certains pays comme la Suède, la Norvège, le Canada entre autres sont des entités nationales développées qui, tout en se préoccupant des besoins sociaux, ne rejettent pas nécessairement les principes du néo-libéralisme. Il y a certainement des niveaux d'investissement acceptables pour la viabilité harmonieuse d'une région, tolérés à la fois par la libre entreprise et le bien-être d'une communauté. Existe-il un point d'équilibre entre l'activité économique, les ressources naturelles, le profil démographique et culturel, l'écosystème, l'interdépendance externe? Ce point de convergence hypothétique des variables sociales de la micro communauté mérite une étude dans la définition des paramètres d'investissement et d'opportunités sociales et économiques suffisamment gratifiants.

En posant comme premier principe moteur la formation, l'initiative, le dynamisme communautaire, le *leadership*, ou suppose déjà que le développement ne peut s'appuyer sur une forme de coercition quelconque, mais sur des décisions, des facultés et des fonctions inhérentes aux individus et à la collectivité régionale. La formation et la délibération accentuées par une circulation puissante de l'information pourraient

permettre une liberté face aux contingences des marchés qui enrichissent les plus riches et appauvrissent les plus pauvres. À cet effet *boule de neige* dont l'accroissement exponentiel est directement proportionnel à sa grosseur, les systèmes politiques doivent réguler ce mécanisme. Bien que socialement naturel, il semble injuste pour les régions périphériques. Une certaine stratégie étatique de dispersion des ressources face aux concentrations de richesses pourrait domestiquer le mécanisme de centralisation et atténuer les effets coûteux.

Dans ce sens, la création de certaines opportunités sociales (éducation, santé, services et biens communautaires) deviendrait un excellent catalyseur et réducteur des besoins sociaux primaires et secondaires face aux attractifs des grands pôles urbains. Est-ce utopique de créer des conditions de vie intéressantes en terme d'accessibilité de biens et services dans les régions? À partir de quel profil démographique est-il rentable de créer ces conditions? Les nouvelles technologies de l'information doublées d'outils méthodologiques prenant en compte autant l'aspect qualitatif que quantitatif, les nouveaux moyens de diffusion de l'information, les moyens de transport plus flexibles et plus rapides peuvent maintenant donner accès plus facilement aux services, aux biens de production et de consommation. La problématique de l'espace quant aux distances et aux obstacles physiques représente de moins en moins des défis insurmontables pour le développement des régions éloignées mais riches en qualité de vie.<sup>1</sup>

La tâche essentielle consiste à identifier, analyser, inventorier le profil d'une région avec des outils d'investigation méthodologique plus souples facilitant la prise de décision et le consensus. La responsabilisation d'une région à son propre développement passe par la transmission et l'intégration des données par ses membres. Cette responsabilisation passerait donc par les centres éducatifs de tout genre, l'éducation étant en soi une priorité dans toutes ses formes techniques.

Il semble approprié de souligner que l'économie d'échelle est une règle généralement admise à savoir le décuplement des investissements nouveaux. Dans un cadre parfait et fermé, un individu en santé, nourri, vêtu, logé, éduqué va en soigner; nourrir, vêtir, loger, éduquer dix autres personnes et rembourser ainsi les coûts initiaux des entreprises et de la société.

- 
- 1 La problématique du développement, à notre avis, est reliée aux questions structurales. Celso Furtado (1976), traite cette idée. Il faut dire, que l'information et l'éducation sont des éléments novateurs d'analyse sur la concentration du développement et de la richesse. Quel est le niveau de liaison entre ces mécanismes sociaux? Quelle est la forme du système interactionnel entre l'information, l'esprit d'entrepreneur et l'éducation? Quelle est la forme d'éducation congruente avec le développement?

Il y a donc des mécanismes de redistribution, de production, de consommation qui prennent en compte l'ensemble des besoins lorsqu'on stimule le dynamisme et l'harmonisation d'une communauté avec son écosystème. La prise de conscience de la réalité structurelle et fonctionnelle d'une communauté ou d'une région exige une approche holistique donc multidisciplinaire sur une période de temps donnée et dans un espace spécifique. Les principes économiques et les méthodologies de recherche traditionnelles doivent s'ajuster au cadre régional à partir de la systématisation des opinions et des jugements des experts des domaines et du milieu. Les méthodes quantitatives sont des outils théoriques, non des principes directeurs demeurant des repères pour la planification et l'exécution soumis au développement régional et communautaire. Il est préférable que les gouvernements locaux et leurs mandataires partagent une gestion intégrée et consensuel au-delà des idéologies politiques et personnelles.<sup>2</sup>

Les études sociales, tout en respectant les procédures de validité scientifique, couvrent des champs larges, comme l'ensemble des besoins d'une communauté en tentant de s'orienter sur les nécessités essentielles tout en définissant un réseau global des besoins. Cette investigation hiérarchique du répertoire des besoins sociaux d'une région spécifique pourrait être fort utile pour élaborer un prototype de parapluie social pour un quartier urbain, pour un village.

## En guise de conclusion

Le développement harmonieux des régions périphériques est souhaité universellement. Les facteurs économiques de développement sont descriptibles et déjà connus, mais les

---

<sup>2</sup> Ces idées sont traitées dans L'article sur la méthodologie dans les études du développement. Néanmoins, d'autres questionnements existent en rapport avec le progrès de la recherche sociale. La question méthodologique est encore attachée automatiquement à des interprétations positivistes ou normatives. Est-ce qu'il y a d'autres interprétations valables? Gunnar Myrdal (1978: 187-200) demande si les sciences sociales répondent aux impératifs sociaux. Bref, on peut poser la question: Les méthodologies actuelles dans les sciences sociales sont-elles valables pour répondre aux principaux problèmes sociaux?

modèles sociologiques sont particuliers et essentiels. La théorie économique comme outil de développement sert la communauté et le développement économique équilibré. Elle doit emprunter une forme dynamique et durable à partir des caractéristiques dynamiques de la population et de son cadre écologique. Il y a donc autant de modèles de développement régionaux qu'il y a de groupes et de milieux spécifiques. De là le travail systématique d'analyse, de délibération, d'intervention différenciée préalable qui pourrait faire l'objet de stratégies scientifiques communes. Une théorie du développement régional exigerait une philosophie empirique dépassant les spécialités et visant une action intégrée couvrant ultérieurement tous les aspects d'un mode de vie.

## Bibliographie

DUMONT, Fernand; LANGLOIS, Simon et MATIN, Yves. *Traité des problèmes sociaux*, Québec: PUL, 1999.

FIJALKOW, Yankel. *Sociologie de la ville*, Paris: PUF, 2002.

FURTADO, Celso. *La formation économique du Brésil*, Paris: Mouton, 1972.

HAGGET, Peter. *L'analyse spatiale en géographie humaine*, Paris: PUF 1968.

MYRDAL, Cunnar. *Procès de la croissance*, Paris: PUF, 1978.

\_\_\_\_\_. *Théorie économique et pays sous-développé*. Paris: Présence Africaine, 1959.

PERROUX, François. *L'économie du XXème siècle*. 3. éd. Paris: PUF, 1967.

\_\_\_\_\_. *Dialogue des monopoles et des nations: équilibre ou dynamique des unités actives?* Grenoble: Presses Universitaires de Grenoble, 1982.

SGHULTZ, Théodore W. *Investment in human capital*. New-York: Harper and Hall, 1971.

SEN, Amartya. *Development as freedom*. England: Random House, 1999.